

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 09/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

MANITOWOC CRANE GROUPE FRANCE SAS

803 Route de Pouilly
42190 Saint-Nizier-sous-Charlieu

Références : UID4243-EAR-23-045
Code AIOT : 0006103485

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2023 dans l'établissement MANITOWOC CRANE GROUPE FRANCE SAS implanté 803 Route de Pouilly 42190 Saint-Nizier-sous-Charlieu. L'inspection a été annoncée le 09/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANITOWOC CRANE GROUPE FRANCE SAS
- 803 Route de Pouilly 42190 Saint-Nizier-sous-Charlieu
- Code AIOT : 0006103485
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Manitowoc est spécialisée dans la fabrication de grues dites GMA (grue montage automatisé). Une activité de rénovation est également présente sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques,
- plan de gestion des solvants, évaluation des risques sanitaires,
- protection contre la foudre,

- détection incendie et sprinklage, sécurité des cabines de peinture,
- évolution des activités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Détection et extinction automatique	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 7.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 jour
10	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 30/07/2021, article 181-46-II	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
11	Suites inspection 2019	Autre du 10/01/2020	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Utilisation des liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets atmosphériques, au tosurveillance	Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 3.2.4	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques, plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 8.2.1.1.2	/	Sans objet
3	Rejets atmosphériques, émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 3.2.5	/	Sans objet
4	Rejets atmosphériques, émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 3.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Evaluation des risques sanitaires	Autre du 12/02/2020	/	Sans objet
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 7.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en évidence des non-conformités et observations pour lesquelles l'exploitant devra informer l'inspection des installations classées des suites engagées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques, autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Emissions de COVNM, respect des valeurs limites d'émissions mentionnées à l'article 3.2.4</p> <p><u>Suivi inspection 11 décembre 2019 (non-conformité) :</u> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte les dispositions des articles 27-7-b (COV Annexe III) et 27-7-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. A partir des fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur le site, un travail d'analyse et d'identification des substances présentes et susceptibles d'être rejetées doit être effectué. Si certaines d'entre elles relèvent des articles cités, des analyses spécifiques doivent être réalisées dans les conditions prévues par ces articles. Pour le cas des COV Annexe III, si l'analyse de la concentration globale des COV NM est inférieure à 20 mg/Nm³, une analyse spécifique des composés visés n'est pas requise. Délai : prochaine campagne d'analyse des rejets</p>
<p>Constats : Suite à la précédente inspection, l'exploitant n'a transmis aucun élément à l'inspection permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires.</p> <p>La dernière campagne d'analyses des rejets atmosphériques a été réalisée du 28/02 au 02/03/2022. Le rapport présenté montre le respect des valeurs limites d'émissions. L'exploitant a précisé que la prochaine campagne est programmée pour février - mars 2023.</p> <p>Pour le cas des COV Annexe III, l'exploitant a présenté un travail réalisé fin 2019 début 2020 sur chacune des FDS des produits mis en œuvre sur le site. Ce travail a permis d'identifier qu'aucun produit utilisé sur le site contient des substances visées par l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Au cours de la visite, un examen par sondage a été réalisé et a confirmé les conclusions de l'exploitant.</p> <p>Cas des substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F : l'exploitant a présenté une procédure mise en place sur le site. Chaque nouveau produit fait l'objet d'un examen avant utilisation par le service HSE : les produits visés par ces phrases de risque ne sont pas admis.</p> <p>L'examen du rapport d'analyses a permis d'identifier que 4 points de rejets listés à l'article 3.2.2 de</p>

l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site n'ont pas fait l'objet de prélèvements. Il s'agit des points suivants de l'atelier finition :

- points A (SAS séchage), B (SAS marouflage) et F (SAS finition) : l'exploitant a indiqué que ces points ont été oubliés, probablement parce qu'il ne sont pas susceptibles d'être à l'origine d'émissions de COVNM. Les polluants susceptibles d'être rejetés à l'atmosphère via la cheminée sont uniquement les résidus de combustion du gaz naturel.
- point D, cabine accessoire : l'activité précédemment réalisée dans cette zone a été arrêtée. Dorénavant, seule des opérations de montage sont réalisées, non susceptibles d'être à l'origine de rejets atmosphériques.

Par ailleurs, il est à noter que l'exploitant a intégré lors de cette campagne d'analyses des points de rejets non visés à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site mais pour lesquels des analyses s'avèrent nécessaires (Robot Cloos, Atelier collage, découpe plasma, local broirie).

L'exploitant a indiqué que pour 2023, tous les points de mesures comportant des rejets seront pris en compte.

Observations :

Cas des points de rejets A (SAS Séchage), B (SAS Marouflage) et F (SAS Finition) :

Comme évoqué au cours de la visite, l'exploitant doit dorénavant veiller à bien prendre en compte ces points de rejets lors des campagnes d'analyses.

Selon les constats effectués au cours de la visite, les installations à l'origine des rejets sont des générateurs d'air chaud de type "sècheur indirect". Les gaz de combustion ne participent pas à l'opération de séchage, ils sont rejetés en toiture via une cheminée (pas d'émission de COV NM liés au process au niveau du point de rejet). Ce type d'installation relève de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées.

Les articles 3.2.4 et 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral réglementant le site imposent pour ces installations une analyse sur les paramètres poussières, NOx et COVNM à une fréquence annuelle.

L'arrêté ministériel du 3 août 2018 a modifié les prescriptions applicables aux installations relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique 2910. Il précise notamment au point 6.3 de l'annexe I :

- une mesure du débit et de la teneur en polluants doit être effectuée au moins une fois tous les deux ans pour les installations d'une puissance totale supérieure ou égale à 5MW (selon l'arrêté préfectoral, la puissance totale est de 6,95 MW),
- la mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique.

En conclusion, pour ces installations relevant de la rubrique 2910, l'inspection tolère que la surveillance mentionnée à l'article 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2014 soit modifiée de la façon suivante, dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 applicable aux installations relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique 2910 :

- paramètres à analyser : NOx à 3% O₂
- fréquences d'analyses : au moins tous les deux ans.

L'arrêté préfectoral sera mis à jour lors d'évolutions futures de plus grande ampleur.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets atmosphériques, plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 8.2.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Extrait : L'exploitant transmet annuellement, avant le 1er avril de l'année suivante, à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p> <p><u>Suivi inspection 11 décembre 2019 (non-conformité) :</u> Le plan de gestion des solvants comporte des lacunes et en particulier, celle relative à la teneur en solvants des déchets est susceptible d'en fausser les résultats. Il doit être corrigé en prenant en compte les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • comptabiliser les déchets en O6 et non O8 • tenir compte des quantités des produits réellement consommés pour I1, • pour les déchets, réaliser des analyses représentatives de déchets évacués afin de déterminer leur teneur en solvant. <p>Délai : 6 mois.</p> <p>Si le plan de gestion des solvants corrigé conduit à établir un constat de non-conformité sur le taux d'émissions diffuses, il sera accompagné d'un plan d'actions visant à diminuer le taux relevé pour qu'il soit inférieur à 25 %.</p>
<p>Constats : Au cours de la visite, l'exploitant a présenté le plan de gestion des solvants de l'année 2021 (celui de l'année 2022 n'étant pas encore finalisé).</p> <p>Les principaux constats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - I1 : la quantité totale de solvants mise en œuvre est de 80,132 tonnes. Cela correspond à la quantité de produits commandée au titre de l'année 2021 et pas la quantité réellement consommée. L'exploitant a indiqué que le comptage de la quantité réellement consommée est complexe à réaliser. Les commandes de produits sont régulière et au "fil de l'eau", il n'y a pas d'opération de stockage par anticipation. Il estime que l'écart entre le consommé et le commandé sur une année N est faible et sans incidence notable sur le calcul de I1. - O1 : le flux annuel des émissions canalisées est déterminé à partir des résultats d'analyses et en prenant en compte le nombre d'heures de fonctionnement de chaque atelier. Il est exprimé en "équivalent carbone" alors que les autres items du PGS (I1, O6 et O8) sont exprimés en masse de solvants. - O6 : les déchets sont comptabilisés en O6 suite à la remarque effectuée lors de la précédente inspection. La teneur en solvants est déterminée à partir de la teneur en solvants des matières premières (33 % pour les résidus de peintures, 10 % pour les effluents boueux de finition). Ce taux a évolué en regard du constat effectué lors de la précédente inspection (l'exploitant considérait une teneur à 100 %). L'exploitant n'a pas réalisé d'analyses visant à déterminer cette teneur. Celle retenue pourrait être majorante : au cours du process, une part des solvants sont probablement évaporés et la teneur réelle des déchets pourrait être inférieure à celle des matières premières avant utilisation. - O8 : les solvants de rinçage usagés destinés à être régénérés en externe sont considérés comme contenant 100 % de solvants. Cette valeur pourrait être majorante, puisque s'agissant de solvants usagés, ils sont probablement pollués par des résidus non solvantés. L'exploitant s'assurera que, lorsqu'ils sont réutilisés sur site après régénération externe, ces solvants sont bien comptabilisés en I1.
<p>Observations : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant modifiera son plan de gestion afin de prendre en compte les remarques émises au cours de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - convertir le flux annuel des émissions canalisées O1 et "équivalent solvant", - pour les solvants régénérés en externe, vérifier lorsqu'ils entrent de nouveau sur le site qu'ils sont bien comptés en I1, - effectuer des analyses afin de déterminer la teneur en solvants des déchets (O6) et solvants

régénérés (O8).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets atmosphériques, émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le flux annuel des émissions diffuses de solvant ne doit pas dépasser 25 % de la quantité des solvants utilisée.
Constats : Le PGS 2021 présenté au cours de la visite montre que les émissions diffuses représentent 1,4 % de la quantité de solvants utilisés. Cette valeur est susceptible d'évoluer avec la prise en compte des observations mentionnées au point de contrôle n°2 du présent rapport.
Observations : Par décret 28 octobre 2019, la nomenclature des installations classées a été modifiée, la rubrique 1978 a été créée. Les activités de Manitowoc relèvent de cette rubrique, notamment pour l'activité suivante : "Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/ an". Pour cette activité, l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 applicable aux installations relevant de la rubrique 1978 précise, à l'annexe I, que le taux des émissions diffuses doit être inférieur à 20 % de la quantité de solvants utilisés dès lors que la consommation de solvants est supérieure à 15 tonnes par an. La consommation de Manitowoc est de l'ordre de 80 tonnes. Ainsi, depuis la parution de cet arrêté, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas représenter plus de 20 % de la quantité de solvants utilisés. L'exploitant est tenu de respecter cette nouvelle valeur, plus restrictive que celle de 25 % mentionnée dans l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2014.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets atmosphériques, émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Extrait : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses...
Constats : Non conformité : La visite des installations a permis de constater, à l'extérieur des bâtiments, la présence d'un fût contenant un solvant ouvert à l'air libre, sans couvercle. L'exploitant a immédiatement remis en place un couvercle adapté.
Observations : L'exploitant doit veiller à ce que ce genre de situation ne se renouvelle pas, un rappel des consignes doit être fait auprès des opérateurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Evaluation des risques sanitaires

Référence réglementaire : Autre du 12/02/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de demande de compléments
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suites données au rapport de demande de compléments du 12 février 2020 faisant suite à l'instruction de l'évaluation des risques sanitaires
Constats : Suite à la réception du rapport de l'inspection, l'exploitant a mandaté un organisme spécialisé pour assurer une mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires. La nouvelle version date du 20 octobre 2020 mais n'avait pas été transmise à l'inspection. Cette transmission a été assurée le jour de la visite par courrier électronique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées les documents relatifs à la protection contre la foudre de son établissement et à son suivi.
<u>Suivi inspection 11 décembre 2019 (non-conformité) :</u> Les installations de protection contre la foudre ne sont pas entretenues conformément aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif la prévention des risques accidentels au sein des ICPE. Un plan d'actions doit être mis en place pour réaliser les travaux nécessaires préconisés par l'étude technique foudre et lever les dégradations relevées lors des contrôles réguliers. Les travaux pourront être hiérarchisés en fonction du niveau de gravité relevé. Délai : fournir un plan d'action sous 6 mois, réalisation par étapes, l'échéance finale devant être inférieure à 1 an.
Constats : Suite à la précédente inspection, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection d'éléments justifiant de la mise en conformité des installations.
<p>Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué que, suite à l'inspection de 2019, il a mandaté une société spécialisée pour établir un devis de mise en conformité des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Les travaux nécessaires ont été réalisés fin 2020.</p> <p>Le rapport de vérification des installations de 2021 a émis des réserves. L'exploitant a présenté une attestation du 10 juin 2021 d'un organisme spécialisé justifiant que les interventions nécessaires ont été réalisées pour lever les réserves.</p> <p>La dernière vérification périodique a été réalisée en février 2022, la conclusion du rapport est : "installation correctement maintenue en état de conformité et de conservation".</p> <p>La visite des installations a permis de vérifier ponctuellement les travaux réalisés, avec notamment la remise à neuf de "mises à la terre" d'antennes paratonnerre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Détection et extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p><u>Suivi inspection 11 décembre 2019 (non-conformité) :</u></p> <p>Les dispositions de l'article 7.3.5 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2014 ne sont pas respectées.</p> <p>Concernant les dispositifs de détection, des vérifications de maintenance et des tests doivent être réalisés afin de maintenir leur efficacité dans le temps et à une fréquence à minima semestrielle (article 7.3.5, 2eme paragraphe).</p> <p>Concernant l'installation de sprinklage et la détection associée, celles-ci ne sont pas entretenues conformément aux référentiels reconnus, et la traçabilité des tests réalisés est insuffisante.</p> <p>Délai : 6 mois</p> <p><u>Suivi inspection 11 décembre 2019 (non-conformité) :</u></p> <p>Un registre de suivi des vérifications et de maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie doit être mis en place conformément à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2014. L'inspection a précisé que la forme du registre est libre (papier, informatique...).</p> <p>Délai : 6 mois</p> <p>Constats : Suite à la précédente inspection, l'exploitant n'a transmis aucun élément à l'inspection permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires.</p> <p>Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté le registre de suivi des vérifications des matériels de sécurité. Il n'avait pas été présenté lors de la précédente inspection. Il a pu être constaté qu'il a été complété et est tenu à jour.</p> <p>Des vérifications du système de détection et d'extinction automatique présent au niveau de la cabine IGOCOLOR sont réalisées selon une fréquence annuelle par un organisme spécialisé. Le dernier rapport présenté date du 23 décembre 2022, il fait état de dysfonctionnements de l'installation. Il indique notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- en début d'intervention : installation de détection pilotant l'extinction en dérangement et hors service, installation d'extinction hors service,- en fin d'intervention : installation de détection pilotant l'extinction en dérangement, installation d'extinction en service avec anomalie,- en conclusion (extrait) : prévoir le remplacement de l'ensemble de la détection car recouverte de peinture. Prévoir le remplacement de la centrale incendie car plusieurs dysfonctionnements. <p>L'exploitant a également indiqué que la fonction "transmission de l'alarme par appel téléphonique" est hors service, le système étant obsolète.</p> <p>Comme mentionné dans le précédent rapport d'inspection, il semblerait que l'installation</p>

d'extinction automatique de la cabine IGOCOLOR soit conçue selon la règle APSAD R1, la détection associée qui commande les électrovannes de déluge selon la règle APSAD R7. L'exploitant ne réalise pas d'autres vérifications que la vérification annuelle par un organisme agréé. La règle APSAD R1 prévoit des opérations selon des fréquences quotidiennes, hebdomadaires, semestrielles, annuelles, triennales, décennales, trentennale. L'exploitant n'a pas connaissance de ces dispositions. Une procédure de contrôles périodiques existait et était mise en œuvre par un technicien maintenance, mais elle n'est plus appliquée.

Un système d'extinction automatique incendie autonome a été mis en place en 2022 au niveau du local broierie de la cabine rénovation (système de type extincteur mousse fixe). En cas de déclenchement, ce système ne renvoie pas d'alarme.

L'exploitant a indiqué mettre en œuvre des produits (peintures, solvants) relevant des phrases de risques H224, H225 ou H226. La visite du local de stockage a permis de confirmer ce point en constatant la présence de produits inflammables. Comme mentionné à l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020, les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de ces substances sont à prendre en compte dans le recensement des zones à risques : la visite a permis de constater qu'au minimum, sont concernés par ce recensement les cabines de peintures (Igocolor, Rénovation, Finition) et leurs éventuels locaux annexes (broieries, etc....) et le local de stockage des produits.

Le local de stockage des produits, les installations Rénovation et Finition ne sont pas équipées d'une détection automatique incendie.

Non-conformités :

L'exploitant n'organise pas à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests du système de détection automatique incendie. Cette fréquence minimale doit être mise en œuvre dès 2023, la première vérification devra être réalisée sous un délai maximal de 6 mois.

Le système d'extinction automatique incendie n'est pas entretenu régulièrement selon un référentiel reconnu. Les dispositions nécessaires doivent être mises en œuvre sous un délai maximal de 3 mois.

A l'exception de la cabine Igocolor, les installations concernées par l'utilisation de produits à phrases de risques H224, H225 ou H226 et devant être recensées selon les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 ne sont pas équipées d'un système de détection automatique incendie.

L'installation de détection et d'extinction au niveau de la cabine Igocolor présente des dysfonctionnements important selon le rapport de l'organisme spécialisé, son efficacité n'est pas maintenue.

Pour ces 2 points, l'exploitant transmettra un plan d'actions accompagné d'un échéancier décrivant les travaux à réaliser pour la mise en conformité des installations sous un délai maximal de 6 mois. L'échéance finale des travaux ne devra pas dépasser un délai de 12 mois à compter de la réception du présent rapport. Ce plan d'actions précisera également les dispositions compensatoires qui pourront être mises en œuvre afin de pallier à l'absence et/ou dysfonctionnement des installations de détection (sensibilisation du personnel, surveillance renforcée, etc.) pendant le temps nécessaire à la mise en conformité des installations.

En l'absence de respect des délais mentionnés dans le présent rapport, il sera proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Observations :

L'exploitant doit veiller à renseigner de façon exhaustive le registre de maintenance des matériels de sécurité (un oubli a été constaté pour le cas de la vérification des installations de détection et d'extinction incendie en 2021).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Utilisation des liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des cabines de peinture, four et étuves
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit d'extraction des vapeurs des cabines de peinture par pulvérisation ainsi que des étuves ou fours de séchage est dimensionné et réglé de telle sorte que la concentration maximale des solvants dans l'air est toujours inférieure à 25 % de la LIE (limite inférieure d'explosivité) du solvant ou du mélange de solvants contenus dans les produits appliqués.</p> <p>Le fonctionnement des installations de pulvérisation, séchage ou cuisson est asservi au fonctionnement correct de la ventilation.</p> <p>Les installations de séchage ou cuisson disposent de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement (température, autre paramètre) pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné.</p> <p>Les cabines d'application par pulvérisation de produits de revêtement organiques conformes à la norme NF EN 16985 version décembre 2018 et les cabines de séchage conformes à la norme NF EN 1539 version 2015 sont présumées répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Constats : Pour le cas de la cabine Igocolor, l'exploitant a indiqué que l'application de peinture n'est possible que si la ventilation de la cabine est en fonctionnement (en pratique, la totalité du système est mis en fonctionnement lors de la "mise en route " de la cabine). Il a par ailleurs précisé que les conditions de ventilation et de température sont contrôlées via des pressostats et thermostats. Un dépassement des plages normales de fonctionnement entraîne une mise à l'arrêt des installations. Un schéma de câblage a été présenté et confirme la présence de ces équipements de sécurité.</p> <p>Pour le cas de la cabine rénovation, le tableau de commande montre la présence de témoins d'alarmes relatifs à la température et la ventilation.</p> <p>Pour le cas de la cabine finition, le tableau de commande montre la présence de témoins d'alarme "défaut ventilation"</p> <p>Pour ces deux installations, l'exploitant a précisé qu'il n'était pas en capacité de justifier du fonctionnement effectif de ces équipements de sécurité.</p> <p>Pour le cas de la prescription relative au seuil "25 % de la LIE", l'exploitant ne dispose pas d'éléments permettant de justifier du respect de la prescription.</p> <p>Observations : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection les éléments nécessaires afin de justifier que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le débit d'extraction des vapeurs des cabines de peinture par pulvérisation ainsi que des étuves ou fours de séchage est dimensionné et réglé de telle sorte que la concentration maximale des solvants dans l'air est toujours inférieure à 25 % de la LIE (limite inférieure d'explosivité) du solvant ou du mélange de solvants contenus dans les produits appliqués pour les 3 cabines utilisées sur le site, - pour les cabines rénovation et finition, le fonctionnement des installations de pulvérisation, séchage ou cuisson est asservi au fonctionnement correct de la ventilation. - pour les cabines rénovation et finition, les installations de séchage ou cuisson disposent de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions

nominales de fonctionnement (température, autre paramètre) pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné.
En cas de non-conformité des installations, un plan d'actions précisant les actions correctives à mettre en œuvre et les délais associés sera transmis sous ce même délai.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> – 100 % de la capacité du plus grand réservoir, – 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, – dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>Constats : La visite des installations a permis de constater que, d'une façon générale, des dispositifs de rétention sont mis en place au droit des stockage de produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.</p> <p>Non conformité :</p> <p>Toutefois, il a été constaté à l'extérieur des bâtiments, la présence d'un fût contenant vraisemblablement de la peinture et non associé à une capacité de rétention. Il doit être placé sur rétention sous un délai de 1 jour.</p> <p>L'exploitant justifiera d'un rappel des consignes auprès des opérateurs afin que ce type de situation ne se renouvelle pas.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 jour

N° 10 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article 181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Evolution des activités en regard du précédent dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><u>Suivi inspection 11 décembre 2019 (non-conformité) :</u></p> <p>Non-conformité : Concernant la modification des conditions d'exploitations, seuls un plan et un planning ont été transmis. L'exploitant n'a pas fourni les éléments de comparaison par rapport aux conditions de l'autorisation en vigueur, afin d'évaluer le caractère substantiel de la modification (article R 181-46-II du code de l'environnement).</p> <p>Il se positionnera également sur le classement de ses activités en regard des rubriques 4000 de la nomenclature des installations classées. Délai : 6 mois</p>
<p>Constats : Pour ce point, l'exploitant n'a pas apporté d'éléments de réponse au précédent rapport d'inspection.</p> <p>En regard de la précédente inspection, la visite a permis de constater l'évolution de certains équipements, cas notamment de la ligne de peinture finition avec la suppression d'un point de rejet.</p> <p>Non-conformité :</p> <p>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant apportera les éléments permettant d'apprécier les modifications apportées aux conditions d'exploitation en regard de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 septembre 2014.</p> <p>Sous ce même délai, il effectuera le bilan de la situation des activités exercées en regard des rubriques 4000 et 1978 de la nomenclature des installations classées. Les demandes de bénéfice des droits acquis doivent être effectués en application de l'article L 513-1 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Autre du 10/01/2020
Thème(s) : Autre, Suivi des actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Suites données au rapport d'inspection de 2019 : constats ayant permis de mettre en évidence des non-conformités et des observations et non abordés au cours de la visite objet du présent rapport.</p> <p>Constats : La précédente visite d'inspection a été réalisée le 11 décembre 2019 et a fait l'objet d'un rapport adressé à l'exploitant le 10 janvier 2019. Ce dernier avait mis en évidence des observations et non-conformités pour lesquelles l'exploitant devait apporter des éléments de réponses.</p> <p>La visite objet du présent rapport a été l'occasion d'examiner les actions mises en œuvre pour lever certaines des non-conformités et observations. Toutefois, le temps imparti n'a pas permis d'aborder l'ensemble des constats du rapport de 2019 pour lesquels l'exploitant n'a toujours pas transmis à l'inspection d'éléments de réponses. Le tableau de suivi de l'exploitant transmis par courriel le 27 janvier 2023 montre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des sujets concernant des non-conformités et observations sont toujours en cours (bilan de la diminution des émissions de COV, étude des propriétés de résistance au feu), - d'autres ont été traités mais les éléments de réponses non transmis à l'inspection (modélisation des distances d'effets du local de stockage des liquides inflammables). <p>Non-conformité : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra des éléments permettant de justifier les actions mises en œuvre pour traiter les observations et non-conformités résiduelles du rapport d'inspection de 2019 et non abordées au cours de la présente inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois